

Le Mouvement Tournesol à Taïwan

lundi 1er décembre 2014, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 13 novembre 2014).

En mars-avril dernier, l'Assemblée législative de Taïwan a été occupée pendant 22 jours (!) par des étudiants dénonçant l'adoption sans véritable débat d'un accord de libre-échange (portant sur les services) entre l'île et... la Chine continentale : le « mouvement tournesol » de désobéissance civile a reçu un important écho populaire, à l'instar du « mouvement des parapluies » hongkongais. Les étudiants se sont politisés rapidement et des centaines de milliers de personnes ont participé sous une forme ou une autre à la lutte [1].

Dix-sept syndicats ont dénoncé l'accord de libre-échange parce qu'il favorisait le grand capital, l'exploitation du Travail et des petites entreprises : « *Ces dernières années, le mouvement ouvrier de Taïwan a aussi connu des mouvements de protestation contre l'OMC, [l'accord sur] le porc et le bœuf américain, la zone de libre-échange et d'autres facettes de la libéralisation... L'accord sur les services donne au capital chinois un avantage compétitif pour pénétrer à Taïwan et ouvrir des commerces [débouchant sur une vague de concurrence aiguë] pour laquelle le Travail sera une nouvelle fois sacrifié* » [2].

Trois choses méritent ici d'être soulignées. Les syndicats dénoncent l'ingérence du capital chinois (venu du continent) et non pas du « communisme » ; ils situent ce combat particulier dans le cadre plus général de la résistance aux politiques néolibérales ; Washington ne s'y est pas trompé, qui défend son propre projet de Partenariat Trans-Pacifique : les Etats-Unis ont rapidement réagi au mouvement en enjoignant les Taïwanais de ne pas rejeter par principe les accords de libre-échange.

De même, le Front rural de Taïwan (TRF) et le Syndicat des paysans de Taïwan, membre de la Via Campesina en Asie de l'Est et du Sud-Est, a lancé, le 25 mars dernier, un appel à la solidarité internationale contre l'adoption de l'accord de libre-échange sino-taïwanais et la répression policière [3].

La mise en parallèle des événements de Hongkong et Taïwan est particulièrement instructive. Les deux territoires ont été des bastions anticommunistes où la bourgeoisie chinoise s'est réfugiée après avoir été défaite par la révolution maoïste. Le premier est resté une colonie britannique jusqu'en 1997, le second avait été une colonie japonaise de 1895 à 1945, avant d'être littéralement occupé en 1949 par les armées en déroute du Kuomintang, qui y a instauré un régime dictatorial de parti unique. Comme à Hongkong, les réformes démocratiques (partielles) sont récentes, remontant ici à 1996, et ont été mises en œuvre « par le haut » et non pas conquises « par le bas », dans la lutte. Ces réformes sont donc fragiles, car les possédants peuvent décider plus facilement de revenir dessus - mais il est maintenant clair que dans les deux cas, cela ne se ferait pas sans résistances sociales d'importances.

Pendant plusieurs décennies, les régimes de Taipei et Pékin ont été en situation de guerre latente, tous deux prétendant représenter la Chine entière. Mais dernièrement, les accords économiques sino-taïwanais se sont multipliés, au point qu'une « ploutocratie trans-détroit » se constitue entre la « bourgeoisie bureaucratique » du continent et des secteurs importants des élites bourgeoises de l'île, au point qu'une partie croissante de la population s'inquiète de l'influence du « facteur Chine », y compris dans le domaine politique et institutionnel : le poids de ce cartel d'intérêt sino-taïwanais devient si important qu'il risque d'imposer dans les faits sa loi [4].

Le mouvement Tournesol est politiquement hétérogène. La droite et la gauche taïwanaises sont divisées entre tenants du *statu quo* (négociant avec Pékin en restant adossé aux Etats-Unis), pragmatiques, « unificationnistes » (prônant la réunification de la Chine) et « indépendantistes ». Il est à craindre que les « unificationnistes » de gauche se contentent de reprendre le discours officiel du PCC, comme si le régime du continent restait « socialiste » et offrait au monde un modèle de développement. Quant aux « indépendantistes » de gauche, ils portent souvent un regard bien peu critique sur la « démocratie libérale inachevée » en vigueur dans l'île. Les tenants d'une gauche radicale, porteuse d'un projet à la fois anticapitaliste et antibureaucratique, de démocratie socialiste, existent, mais restent très minoritaires.

Quoi qu'il en soit, le mouvement Tournesol a mis en lumière l'ampleur du rapprochement entre la « bourgeoisie bureaucratique » du continent et un secteur significatif des élites bourgeoises taïwanaises qui restaient il y a peu viscéralement hostiles au PCC. Au-delà de Hongkong et de Taïwan, c'est tout le capital chinois transnational (Singapour en particulier, Asie du Sud-Est en général, Amérique du Nord...) qui est concerné par ces développements. Le succès spectaculaire de la « bourgeoisification » de la bureaucratie chinoise sur le continent tient pour une part notable à la capacité qu'elle a eu de s'associer une part significative du capital chinois transnational. L'avenir de son entreprise impériale tient lui aussi pour une part importante au maintien, à l'approfondissement de ces liens : un conflit d'intérêts majeur entre le nouveau capital chinois « de l'intérieur » et l'ancien capital chinois « de l'extérieur » pourrait porter un coup d'arrêt à la montée en puissance de la Chine.

Pierre Rousset

Notes

[1] Voir Au Loong-yu sur ESSF (article 31621), [The Significance of Taiwan's Anti-Service Trade Agreement Movement](#) et (article 31409), [Voices from the Taiwan Youth and Workers : The March 18th Occupation of Parliament In Protest against the Trade Agreement](#).

[2] Voir sur ESSF (article 31652), ["Sunflower Revolution" in Taiwan : STOP Police Brutality, NO to Free Trade Agreements NOW !](#).

[3] Idem.

[4] Voir Poe Yu-ze Wan sur ESSF (article 33689), [Gauches indépendantistes, unificationnistes et radicales à Taïwan : démocratie taïwanaise, autodétermination et projet socialiste](#).